



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

30 - 31 Juillet et 01 Août 2010

31-30 يوليوز و 01 غشت 2010

DROITS DE L'HOMME

Nouveau cap, la promotion des droits économiques et sociaux

En élaborant son PANDDH, le Maroc confirme son statut de pionnier dans le monde arabo-musulman en matière de promotion des droits de l'Homme.

Le Maroc, qui a choisi de lire et de tourner les pages douloureuses des violations passées des droits de l'Homme, poursuit avec le même courage et la même détermination la consolidation de l'édifice démocratique. Après la publication du rapport spécial sur le suivi des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER), le Maroc, à travers le CCDH, a ouvert le chantier relatif aux droits civils, économiques, sociaux et culturels. C'est dans ce cadre, que le Royaume vient de se doter d'un Plan d'action national en matière de démocratie et droits de l'Homme (PANDDH). Une avancée d'autant plus significative qu'elle permet au Maroc de se conformer à l'une des plus importantes recommandations de la Conférence de Vienne, tenue en 1993. Le PANDDH repose sur quatre axes. Le premier axe concerne la gouvernance et la démocra-

tie. Il vise ainsi la promotion des principes de respect des droits de l'Homme, d'équité, d'égalité des chances ainsi que la mise en application des pratiques de bonne gouvernance. Le but est de rétablir la confiance dans la relation entre le citoyen, les institutions de l'Etat et les instances élues. Le second axe a trait aux droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Il s'agit de promouvoir l'accès à l'éducation, à la santé, au travail, au logement et à un environnement sain. Le PANDDH insiste ainsi sur l'importance de la mise en place d'un bon système éducatif susceptible de favoriser les valeurs de citoyenneté et d'égalité. Il insiste également sur la promotion des composantes linguistiques nationales selon une approche conforme aux principes des droits de l'Homme, surtout la langue et la culture amazighes. La protection et la promotion des droits catégoriels constituent le troisième axe du plan. Sont concernées au premier chef les personnes en situation précaire, à savoir les femmes violentées, les enfants, les handicapés, les personnes âgées, les immigrants et les réfugiés. Cet axe insiste ainsi sur la nécessité de renforcer les capacités de ces catégories

et sur la consolidation de leurs droits.

Le dernier axe du plan se rapporte aux volets juridique et institutionnel. Il s'agit là notamment du renforcement des garanties constitutionnelles des droits de l'Homme. La réforme de la justice figure en bonne place parmi les priorités de cet axe qui recommande en particulier le renforcement de la protection juridique des droits des femmes, la protection de la liberté d'expression, le renforcement et la protection du droit au rassemblement et à la manifestation ainsi que la préservation des archives. Pour rappel, le processus de préparation du Plan d'action national en matière de démocratie et droits de l'Homme a été lancé le 25 avril 2008. Le texte final a été présenté au Premier ministre le 9 juillet 2010. Il constitue ainsi l'aboutissement de deux années de concertation entre les différentes composantes de la société (ONG, partis, syndicats, gouvernement...).

En élaborant son PANDDH, le Maroc confirme son statut de pionnier dans le monde arabo-musulman en matière de promotion des droits de l'Homme.

Abdelwahed Rmiche
SUITE EN PAGE 2

DROITS DE L'HOMME

Nouveau cap, la promotion des droits économiques et sociaux

SUITE DE LA PAGE 1

Faut-il rappeler que l'expérience de l'Instance Equité et Réconciliation (IER), que le CCDH a menée avec succès, reste un modèle unique dans la région. Mieux encore, cette expérience a permis au Maroc de faire partie du club très fermé des nations leaders en matière de justice transitionnelle. A cet égard, il convient de souligner que le rapport spécial de cette instance, qui a été rendu public en début de cette année, donne toute la mesure des avancées réalisées. S'agissant de la réparation individuelle, le nombre des dossiers traités par l'IER et dont la mise en œuvre a été poursuivie par la commission de suivi a atteint 18457 dossiers, dont 8441 indemnisations matérielles.

Pour ce qui est de la mise en œuvre des recommandations relatives à l'intégration des victimes dans le système de couverture médicale de base, la coopération entre le CCDH et le gouvernement a été couronnée par l'adoption d'une proposition permettant aux victimes de bénéficier de l'Assurance Maladie Obligatoire. Dans ce cadre, le CCDH a traité 5011 dossiers et œuvre actuellement à la distribution de 3605 cartes d'adhésion aux bénéficiaires.

Concernant la réparation communautaire, qui vise à réparer les préjudices collectifs subis par des régions qui ont connu des violations graves des droits de l'Homme, 11 sites ont été identifiés et ont bénéficié de programmes de réhabilitation économique, sociale et culturelle. Il s'agit des sites de Figuig, Tan Tan, Zagora, Errachidia, Ouarzazate, Azilal, Khémisset, Al Hoceima, Nador, Khénifra, Hay Mohammadi (Casablanca). Dans ce cadre, 18 conventions ont été signées entre 2006 et 2009 avec des partenaires publics et privés en vue d'appuyer la mise en œuvre des différents programmes

de réparation qui portent sur la préservation de la mémoire, le renforcement des capacités, la création de projets générateurs de revenus et la promotion des droits humanitaires des femmes.

Les avancées réalisées en matière de promotion des droits humains ont valu au Royaume l'estime et le respect de la communauté internationale. Acteur fiable et partenaire sérieux, le Maroc jouit en effet de beaucoup de crédit et de considération dans le concert des nations. Selon le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, l'année 2009 a été marquée par l'élection des candidatures marocaines au Comité consultatif du conseil des droits de l'Homme, ainsi qu'aux organes des Nations unies de surveillance de la mise en œuvre des traités des droits de l'Homme. Mme Halima Mbark Warzazi a été ainsi réélue à Genève, le 13 octobre 2009, membre du Comité consultatif du conseil des droits de l'Homme, alors que Mme Saadia Belmir a été réélue, elle aussi, au Comité contre la torture. Pour sa part, Mahjoub El Hiba, secrétaire général du CCDH, a été élu au Comité des droits de l'Homme (CDH), lors des élections qui ont eu lieu, le 9 novembre dernier à New York, à l'occasion de la 8e réunion des Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'élection de trois candidats marocains dans ces trois organes onusiens du Système des droits de l'Homme traduit la haute appréciation de la communauté internationale à la coopération du Maroc avec les instances onusiennes et constitue un appui international aux choix démocratiques du Royaume et à son engagement irréversible en faveur de la promotion des droits de l'Homme et la défense des libertés fondamentales. ■

Abdelwahed Rmiche



أهم إنجازات المغرب الحقوقية خلال سنة 2010

جبر الضرر الجماعي يطوي صفحة أخرى من ماضي الانتهاكات الجسيمة

أجمعت المنظمات الحقوقية، الوطنية والدولية، على التويبه بالتجربة المغربية في مجال الإنصاف والمصالحة، من خلال عمل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان وهيئة الإنصاف والمصالحة، وجهودهما لإنجاح تجربة جبر الضرر، وكشف الحقيقة، وحفظ الذاكرة الوطنية، ما جعل التجربة المغربية تتميز، حقوقيا، عن باقي التجارب الدولية، في موضوع جبر الأضرار الفردية والجماعية. وفي تصريحات لـ "المغربية"، ثمنت كل من خديجة الرياضي، رئيسة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، وأمنية بوعياش، رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، وخالد الشرقاوي السمووني، رئيس المركز المغربي لحقوق الإنسان، جهود المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، الذي قطع أشواطاً مهمة، خلال سنة 2010، في جبر الضرر الفردي والجماعي، سعياً لطي صفحة ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان.

■ حميد السمووني

والاجتماعية الارجنتيني، خلال تلك الفترة عن ازيد من 300 مركز سري للاعتقال. ونشرت لجنة حقوق الانسان الشهادات الاولى للناجين من القمع، وشككت تلك الشهادات مصدرا للمعلومات في غاية الاعمى، في مجال الاختفاء القسري والتعذيب، والإعدام خارج نطاق القانون.

ورفعت هيئات المجتمع المدني الارجنتيني تقريرا، يحمل عنوان كفى! للجنة الوطنية المكلفة بالاختفاء القسري، ليؤكد لدى الرأي العام الارجنتيني ان الحق في معرفة الحقيقة اصبح حقا إنسانيا في القانون الدولي الانساني المنظم للزاعات، واقرت الغرفة الفرعية ليوينيس ايرس، في 20 ابريل 1995، الحق في معرفة الحقيقة كحق إنساني غير قابل للتصرف، معلنة ان الدولة ملزمة باحترامه من جهته، بابر مركز الدراسات القانونية والاجتماعية الى اللجوء الى القضاء لتحقيق مطالب متابعة التحقيقات، كحق ذاتي للعائلات، وحق جماعي خاص بالمجتمع، لمعرفة تاريخه.

وكان اول حق انتزعه المركز بواسطة القضاء هو حق عائلات الضحايا في الحداد على توبيهم، ما يشكك الحداد من قوة في الثقافة الانسانية الخاصة بطقوس الموت، وتمكنت المقاربة القضائية التي انجزتها المحكمة، من تقديم الف و165 شهادة، و147 تصريحاً بمعلومات، و37 مواجهة.

واصدرت التجربة الارجنتينية توصيات همت التفكير في اعادة اتفاقية دولية حول الذاكرة الحقيقية، من اجل النهوض بحقوق الانسان وحمايتها، يمكن ان تشكل إعلانا عالميا يبتناه مجلس حقوق الانسان الدولي، يعرض على المصادقة لدى الجمعية العمومية للأمم المتحدة.

ويمكن ان نحدد الاتفاقية المبادئ العامة، التي تنظم الحق في الحقيقة، كقاعدة ضمن القانون الانساني، توصي بنتائج البيات التنفيذ على المستوى الوطني والدولي، إلا ان إخراج مثل هذه الاتفاقية الى حيز الوجود، سيبقى رهينا بالتعاون بين الحكومات والمجتمع المدني وباقي الأطراف المتخلفة في الموضوع، ما تنص عليه من مقتضيات تتعلق بحفظ الأرشيف، والولوج للأرشيف الرسمي للدولة، ورفع طابع السرية عن الملفات وتعزيز مسلسل كشف الحقيقة، وبعد حفظ الأرشيف وضمان الولوج له، إيلاء اهتمام خاص بالجوانب الثقافية والترجيوية، كجزء غير منفصل عن ثقافة حقوق الانسان، التي يعد النهوض بها وتعزيزها الضمانة الفكرية والمعنوية لوضع حد لانتهاكات.

وزارة التنمية الاجتماعية والأسرة والتضامن اتفاقية شراكة، تهدف الى مواصلة عملية البناء المشترك، ودعم المشاريع الاجتماعية بالمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي الموجهة للنساء، والأطفال، والأشخاص في وضعية إعاقة، والمسنين، والمساهمة في تخفيف التسريح الجماعي ودعم قدرات الفاعلات والفاعلين الاجتماعيين.

واتفق الطرفان على تطبيق البرنامج عن طريق تعبئة الجمعيات المحلية لتنفيذ المشاريع، التي يساهم في تمويلها الاتحاد الأوروبي، او التي تمويلها الدولة.

يشار الى ان برنامج جبر الضرر الجماعي، الذي ينفذه المجلس منذ 2007، على مستوى 11 جهة بالمغرب، والممول من طرف الاتحاد الأوروبي والحكومة المغربية، حدد خمسة محاور لجبر الضرر، تشمل تعزيز قدرات الفاعلين المحليين، خاصة في مجال الحكامة، والنهوض بحقوق الانسان والموطنة، والمقاربة التنموية، والحفظ الإيجابي للذاكرة، عبر إعادة تأهيل أماكن الذاكرة، وإحداث فضاءات لحفظ الذاكرة، وجمع المعطيات حول فترة الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان، ودعم الأنشطة المبررة للفائدة الجماعات المشمولة ببرنامج جبر الضرر الجماعي، وإدماج المرأة عبر دعم أنشطة التحسيس والتوجيه لفائدة النساء، وإحداث أنشطة مبررة للدخل ومعالجة الأمية وتحسين البيئات عبر أنشطة التحسيس وتحسين وولوج السكان المستهدفين للخدمات الاجتماعية الأساسية.

ويوسع البرنامج الى إنجاز مجموعة من المشاريع تهدف الى المساهمة في تنمية المناطق المعينة، والحفظ الإيجابي للذاكرة، كما تهدف الى ترسيخ روح جبر الضرر الجماعي، وتحقيق الحكامة المحلية، عبر دعم وتقوية قدرات الفاعلين المحليين.

ويهم البرنامج مجموعة من المناطق في اقاليم فجيج، والرشدية، ووزازات، وزاكورة، وطانطان، وزيلال، والخميسات، والحي الحمدي عين السبع، والحسيمة، والناظور، وخنيفرة.

تجربة الأرجنتين في معالجة الاختفاء القسري

انطلقت تجربة الأرجنتين في معالجة ملفات الاختفاء القسري من عمل منظمات حقوق الانسان في كشف الحقيقة، في ظل بيكتاتورية الجيش، خلال سبعينيات القرن الماضي، وكشف مركز الدراسات القانونية

وشدد المسؤول الحقوقي على ان برنامج جبر الضرر الجماعي لا يمكن ان يحل محل الدولة في مجال التنمية، لكنه يسعى الى تحرير الممارات لدى السكان المشمولين بالبرنامج، التي جمعها القمع والتهميش في الماضي، وكذا الى إشراك هؤلاء السكان، بشكل مباشر او غير مباشر، عبر الجمعيات، في هذه الدينامية الاجتماعية والاقتصادية.

وعرف اللقاء مشاركة العديد من الشخصيات الحقوقية البارزة على الصعيد الدولي، تمثل العديد من التجارب الدولية في مجال جبر الضرر، مثل كارلوس البيروتو شوكانو، نائب ممثل البعثة الدائمة للبيروت لدى الأمم المتحدة، وجيريمي ساركان، رئيس مجموعة العمل للأمم المتحدة حول الاختفاء القسري او غير الطوعي، وكريستيان كوريا، المنوب الاول لبرنامج جبر الاضرار بالمركز الدولي للعدالة الانتقالية، وجياني ماغازيني، رئيس قسم امريكا واوروبا واسيا الوسطى، وقسم المؤسسات الوطنية والبيات الإقليمية بمكتب المفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الانسان بالإضافة الى احمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الانسان الذي قدم التجربة المغربية، وقال حرزني ان تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة لم تمكن فقط من الكشف عن الحقيقة بخصوص المئات من الحالات التي كان مصيرها مجهولاً، ولكنها كتبت، ايضا، على تحليل السياقات السياسية، والقانونية، والاقتصادية، والاجتماعية، التي ارتكبت فيها الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان، مبرزا، امام كل المنظمات الدولية المهتمة بموضوع حقوق الانسان، ان هيئة الإنصاف والمصالحة اعتمدت لكشف الحقيقة، والمصالحة الوطنية بين كل افراد الشعب المغربي، على تنظيم جلسات الاستماع العمومية لضحايا الانتهاكات، وقع بينها من طرف وسائل الاعلام العمومية، والاطلاع على الأرشيف، والوثائق الرسمية، والاستماع، في لقاءات مغلقة للمئات من الضحايا والشهود، وتنظيم زيارات لمركز الاعتقال السرية السابقة، والمستشفيات والمقابر.

وتنوع تجربة المجلس الاستشاري لحقوق الانسان وهيئة الإنصاف والمصالحة، في معرفة الحقيقة كاملة باعتبارها من التجارب الرائدة على الصعيد الدولي.

تعاون وشراكة لتنفيذ برامج جبر الضرر الجماعي

تنفيذا لخطة جبر الضرر الجماعي وإعادة البيات اجرائتها، وقع المجلس الاستشاري لحقوق الانسان

حظيت المشاركات الدولية للمجلس، من اجل التعريف بالتجربة الحقوقية المغربية وإشاعة ثقافة حقوق الانسان، بالاعتراف والتأييد والتشجيع من طرف المجتمع الدولي، ما حققته من منجزات حقوقية يجتمع على تجاهتها كل الفاعلين السياسيين، والمنظمات الحقوقية الوطنية.

وقال احمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الانسان لا المغربية، ان التجربة المغربية تميزت بربطها للحق في معرفة الحقيقة بحق الضحايا ونوعي حقوقهم في تعويض عادل، وبحق الجماعات، التي عانت الانتهاكات، في جبر اضرارها بشكل جماعي، وبحق المجتمع في حفظ الذاكرة، وفتح ورش واسع من الإصلاحات المؤسساتية والقانونية والقضائية، وضمان عدم تكرار ما جرى.

وأضاف ان العدالة الانتقالية لا تنفي اللجوء الى العدالة العادية، بل إن الهدف من كل مسار للعدالة الانتقالية هو تحقيق دولة الحق والقانون، التي يمارس فيها القضاء بشكل عاد، إلا ان التجربة ابانت عن انه في كل تجارب العدالة الانتقالية، لا يكون هناك وجود للعدالة عادية ماثلة وذات مصداقية، معتبرا ان العدالة الانتقالية لا تضم فقط جبر الضرر الجماعي، لكنها تشمل ابعاد اخرى لجبر الاضرار، منها التعويض الفردي، وكشف الحقيقة، وتنفيذ الإصلاحات، لنفادي تكرار ما جرى.

تقديم تجربة جبر الضرر في جنيف

نظم المجلس الاستشاري لحقوق الانسان بجنيفه في مارس 2010، على هامش انعقاد الدورة 13 لمجلس حقوق الانسان لقاء موزايا حول جبر الضرر الجماعي في سياق العدالة الانتقالية، بهدف فتح النقاش بين المشاركين وتقاسم التجارب والخبرات في مجال تنفيذ برامج جبر الضرر الجماعي، وإبراز دور برامج جبر الضرر الجماعي.

وأبرز حرزني للمجتمع الدولي ان المغرب تصالح مع ماضيه، من خلال تنفيذ برنامج جبر الضرر، وأن المناطق والجماعات التي عانت بشكل جماعي، بطريقة مباشرة او غير مباشرة، من آثار الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان، كلها ادمجت في مجال العدالة الانتقالية في مقاربتها لمسألة جبر الاضرار، ما استوجب بذل مجهودات إضافية للتضامن واعتماد إجراءات لتعزيز مبدأ تكافؤ الفرص، وإطلاق مسلسل تدريجي حول التمييز الإيجابي للفائدة للمناطق والجماعات المعنية.

المغرب تصالح مع ماضيه من خلال تنفيذ برنامج جبر الضرر وأن المناطق والجماعات التي عانت بشكل جماعي، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة من آثار الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان كلها ادمجت في مجال العدالة الانتقالية

الانتهاء من إعداد خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان

ليليا أنزولا

بعد سنتين من التشخيص الحقيقي لحقوق الإنسان بالمغرب، خاصة على مستوى السياسات العمومية، والمسلسل التشاوري التشاركي بين الفاعلين في مختلف القطاعات الحكومية والمؤسسات الوطنية والقطاعات والمنظمات غير الحكومية، قدمت لجنة الإشراف على إعداد خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان، يوم السبت الماضي بالرباط الصيغة النهائية للخطة. وتشمل الخطة التي قدمها المحجوب الهيئة الأمين العام للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، والكاتب العام للجنة الإشراف على إعداد الخطة، على أربعة محاور أساسية هي: الحكامة الديمقراطية، والحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية، وحماية الحقوق الفردية والنهوض بها، إلى جانب المحور الأول القانوني والمؤسسي، موضحا أن المحور الأول

المتعلق بالحكامة والديمقراطية يركز على مبادئ احترام حقوق الإنسان والمساواة وتكافؤ الفرص وإعمال طرق الحكامة الجيدة، بكل ما تقتضيه من شفافية ومحاسبة ومشاركة وإشراك. وتستحضر الخطة على هذا المستوى ضرورة إعادة بناء العلاقة بين المواطنين وأجهزة الدولة من جهة، وبينهم وبين الهيئات المنتخبة من جهة ثانية عبر تحسين التشريعات وملائمتها مع المعايير الدولية، وتمكين المواطنين من تقوية قدراتهم والمشاركة في تدبير الشأن العام، وفي صنع القرارات المؤثرة في حياتهم، ومحيطهم اليومي. وأوصت الخطة بتعزيز المشاركة السياسية والنهوض بدور المؤسسات المنتخبة وترشيد وتعزيز الحكامة الترابية، فضلا عن ترشيد الحكامة الأمنية. وحدد المحور الثاني المتعلق بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية أولويات ذات صلة ببعض المجالات الحقوقية مثل الترابية، والحقوق الثقافية واللغوية، والصحة، والشغل، والسكن

والبينة. وسعت الخطة، على مستوى هذا المحور، إلى تقديم مقاربة حقوقية لبعض القضايا ذات الارتباط بالقضايا الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية، بالارتكاز على مبادئ المساواة، وتكافؤ الفرص، والتضامن، وطرق الحكامة الجيدة، الشيء الذي مكنها من تقييم عدد من التوصيات، يتعلق أبرزها بمنظومة تربوية جيدة داعمة للمواطنة والمساواة والتنمية المستدامة، وبالنهوض بكمونات الثقافة الوطنية من منظور حقوق الإنسان، خاصة اللغة والثقافة الأمازيغيتين، فضلا عن تأهيل المنظومة الصحية وضمان الولوج للخدمات الصحية، وسياسة تضمن الشغل وتكرس المساواة، وكذا توجيه اجتماعي للسياسة السكنية. واعتبرت الخطة، في المحور الثالث، المتعلق بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية، حماية حقوق الفئات الاجتماعية في وضعية هشاشة، التي تعاني التهميش والإقصاء،

مثل النساء المعنفات والأطفال والأشخاص في وضعية إعاقة، والأشخاص المسنين أو المهاجرين اولوية استراتيجية. تفرض تحسين ظروف عيش هذه الفئات، وعدم إقصائها، عبر إعمال مبدأ المساواة وعدم التمييز وتكافؤ الفرص، وتمكينها من تعزيز القدرات. وانعكست حماية حقوق هذه الفئات، على مستوى التوصيات التي استهدفت حماية وتعزيز حقوق الطفل، وحماية وتعزيز حقوق الأشخاص في وضعية إعاقة، وكذا حماية وتعزيز حقوق الأشخاص المسنين. ثم تضمنت حماية حقوق المهاجرين واللاجئين. وفي المحور الرابع، المتعلق بالإطار القانوني والمؤسسي، طرحت الخطة الضمانة الدستورية لحقوق الإنسان، بوصفها أقوى الوسائل القانونية والمؤسسية لترسيخ تلك الحقوق وحمايتها، إلى جانب إصلاح القضاء وتأهيله وتقوية وتعزيز صلاحيات المؤسسات والهيئات الوطنية، وغيرها من الآليات المعنية بحماية حقوق الإنسان.

وأوصت الخطة، على هذا المستوى بضممان وحماية حق المشاركة في إدارة الشأن العام، وتعزيز الحماية القانونية لحقوق النساء، ثم بتعزيز الحماية الدستورية والقانونية لحقوق الإنسان، بالإضافة إلى حماية الحق في حرية التعبير والإعلام، وتعزيز وحماية الحق في التجمع والتظاهر، وحفظ الأرشيف وصيانتته. وإلى جانب هذه المحاور، تقدم الخطة الوطنية حول الديمقراطية وحقوق الإنسان، تصورا للعدد من الأنشطة المتعلقة بإنجاز دراسات أو تنظيم ندوات أو حوارات، من شأنها أن تساهم في تفعيل الحقيقي للخطة، وتساعد في عملية التخطيط الاستراتيجي في مجال حقوق الإنسان. ومن أجل تنفيذ وتتبع وتقييم إنجاز خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان، جرى تقديم تصور إحداث آلية وزارية تناط بها مهمة تنسيق تنفيذ التدابير المتضمنة في الخطة، وإحداث



عبد الواحد الرضي أثناء تدشين المقر الجديد للمحكمة الابتدائية عن السبع



الرئيس الأول للمحكمة الابتدائية بالدار البيضاء

كرس جلالة الملك محمد السادس مبادرة إصلاح القضاء في المغرب، خلال أشغال الندوة الدولية حول مستقبل العدالة في القرن الواحد والعشرين، التي نظمتها المجلس الأعلى للقضاء، بمناسبة الذكرى الخمسين لتأسيسه، إذ دعا جلالة أسرة العدل، خاصة المجلس الأعلى، باعتباره أعلى هيئة قضائية وطنية، إلى إقرار ميثاق وطني للقضاء، ليكون أرضية نوعية وحديثة لبناء ثقة متينة بين جهاز القضاء ومؤسساته المختلفة، وبين كافة شرائح الشعب المغربي، لترسيخ دعائم دولة الحق والتأني، التي وضعها جلالاته في قلب اهتماماته، منذ أول خطاب للعرش، في 30 يوليوز 1999.

رئيس هيئة «محامون بلا حدود»: إصلاح القضاء ضرورة إنسانية ووطنية

تعليمات ملكية من أجل إقرار ميثاق وطني للقضاء

جهاز القضاء بصحة خاصة عبر توسيع وإرساء شبكة المحاكم في القرى والبلدات، وتوجيهها إلى جانب إحداث محاكم الأسرة ومحاكم الاستئناف الأثرية.

وكان عبد الواحد الرضي، وزير العدل السابق، قلل التنازع تشييد المقر الجديد لمحكمة القطب الجنحي، بين السبع بدار البيضاء، إزاء القضاء المغربي خلال مرحلة غير مسبوقة من خلال تحقيق إجماع كل مكونات المجتمع على ضرورة إصلاح المنظومة القضائية وتوقيع كل الوسائل اللازمة لتحقيق تلك الغاية.

وإنه تنتظر المشاركة الفعالة من أجل بناء هذا التعاون، ويتعين على الجميع العمل في هذا الإطار، من أجل بناء مغرب يديقراطي وحيادي، مترجم اقتصاديا واجتماعيا، كما جرى تعزيز إصلاح القضاء عبر تاهيل البند التشريعي، وبتعمير وترقية وكفاءة القوائم الوظيفية من الوثائق الدولية، وإنجاز عمل مهم لفائدة إدارة السجون عبر برنامج واسع لتاهيل السجون، وكذا من خلال إحداث المنشآت العمارة لإدارة السجون وإعادة الانماج سنة 2008.

لم إن الدولة لم ترد في إحالة العديد من الجرائم ذات الصلة بتسيير المصالح العمومية والمال العام على المحاكم القرض القرطبي والسماحي، واليك الوطني للتنمية الاقتصادية والصندوق الوطني للضمان الاجتماعي.

هناك إصلاحا جزريا أدخل على المنظومة القضائية بعدد جديده فاقرا على ممارسة جميع حقوقه أمام القضاء، ويبدو أن هناك نوعا من التجرد والاستقلالية في اتخاذ القرارات أمام القضاء.

ويرى هشام أن الحكم على مبادرة إصلاح القضاء لا يمكن أن يكون مطلقا، بل إن جميع عناصر هذه العملية الإصلاحية، وبما أن تقتضيه فعليا، ثمة عواطف، لأن المنظومة الحالية تعاني الرتابة والتعقيد في الإجراءات التي يلجأ إليها المتقاضون، وتزدهر واستيعابها.

ويخلص الحامي إلى ضرورة البحث في المسائل التي تعترض تنفيذ خطط العدالة، وكذلك المشاكل التي تعترض الحامي، فاعمل داخل منظومة العدالة، إلى جانب باقي الأثر الأخرى، كتابة القيد، التي ينبغي مراعاة ظروفها، ومحاولة الرفع والتحسين من رديتها، وتمكينها من الوسائل والإمكانيات البشرية والاجتماعية، أداء الدور المنوط بها.

وتجولت مبادرة إصلاح القضاء إلى ميدان علمي وورش مفتوح، انطلاق بتفعيل مجموعة من التدابير الإجرائية، خلال الضرورة المتصرفة، وينطلق الأمر بالخطوات التي تلت سنة 2004، حين ألفت الدولة محكمة العدل الخاصة التي كانت بمثابة قضاء استئنافي، يتناهي والمبادئ المنصوصة من قبل دستور المملكة، وهناك أيضا، تقوية

جديدة، تعوض الصيغة القديمة، وإمكانية تفعيل نظام جديد في إطار تفعيل هذا النظام.

ويرى رئيس هيئة المحامون بلا حدود أن مبادرة إصلاح القضاء انطلقت بورش كبير، فتح نقاشا مجتمعيا واسعا وعميقا، المحتمل واليات تحقيق هذا الإصلاح، ويبدو بأن هناك العديد من المؤشرات تدل على أن الحكومة عازمة على إصلاح هذا القطاع خطيا، أن تسمية وزير العدل الجديد، وتكليفه بمهمة الإشراف وتنسيق هذا الإصلاح بصفة رسمية، يعتبر مؤشرا قويا في هذا الاتجاه، ومؤشرا إيجابيا كذلك، بضيف الحامي، مستمرا في أن هناك العديد من العيقات، لا يجب أن يظن في مهمة القاضي، فقط، كجهاز وتعليق أو مؤلف إداري تابع لوكالة العدل بل ينبغي أن تتحقق له الاستقلالية التامة، والتصرف في اتخاذ القرارات التي يراها ملائمة ومناسبة في جميع الاتجاهات، والزمان التي تعترض عليه.

وتحدث هشام عن المؤشرات الإيجابية لهذه المبادرة، المتمثلة في الإجماع نحو ما انطلقت وزارة العدل من مشاريع لتسيير المحاكم، وتسهيل الإجراءات على المتقاضين، بمختلف محاكم المملكة، مثل مؤسسة الوساطة التي أنشئت عبر مختلف المحاكم، وحتى على مستوى النيابة العامة، مضيفا أن أهم إنجاز، بعد إطلاق مشروع إصلاح القضاء، يبقى هو تمكن المواطن في النهاية من أن يرى أن

وقال هشام، المغربية، إن الحديث عن إصلاح القضاء يجب أن يكون عن إصلاح العدالة، كمنظومة شاملة ومنكاملة الأسس، موضحا أن مبادرة إصلاح القضاء جاءت في سياق مبادرات اجتماعية أخرى، انطلقت في المغرب على ضوء التنمية البشرية التي انطلقتها وكس عالمها صاحب الجلالة الملك محمد السادس.

واعتبر محسن هشام أن الحديث عن إصلاح القضاء وحده يعني أن هناك خلافا وطنيا في أداء قاض ما لهامه، والحال أنه لا يمكن أن نتصوره لوحد، وسط هذا الخلط بين أن يكون مرتعا، يعني أن تكون المؤسسة مستقلة لا يمارس وتنفذه كيفية متعزلة دون تدخل باقي المكونات الأخرى من فئات المحامين وترجمة وخبراء، وموظفي كتابة الضبط، وكذا من المتقاضين، مشيرا إلى أن إصلاح القضاء، ينبغي أن يأخذ بعين الاعتبار أن مفهوم العدالة تشمل، وأنه ينبغي أن يتجه نحو إصلاح كافة المكونات العملية القضائية، خاصة المتقاضين وكيفية تسهيل وتفعيل وتسيير المساطر والإجراءات القانونية لهم، ومحاولة ومعالجة التشريعات حتى تتناسب مع ممارسة الحقوق المحيطة لها، والعمل على تكثيف التشريع المتعلق بالإطار الأساسي لرجال القضاء، وهذا هو الطلب الأساسي، إذ لا يمكن أن نتصور إصلاحا من أن يظل النظام الأساسي لرجال القضاء، والتفكير في صيغة

عزيزة آيت موسى

جاء في كلمة جلالة الملك، التي القاها وزير العدل السابق، عبد الواحد الرضي، خلال الذكرى الخمسين للمجلس الأعلى أن هدفنا هو تحقيق العصرية والتوثيق وضمان الامتثال الصارم السلطة القانون، وتعزيز الشفافية وكفاءة تأهيل المواطنين جميعا أمام القانون.

وتل مطالب إصلاح القضاء منذ سنوات يراوح مكانه، ولم تظهر إلى الوجود أي مبادرة حقيقية في الموضوع، تجعل منه سلطة مستقلة بذاتها، التي مبادرة إصلاح القضاء، فهو يعد خطاب جلالة الملك، في افتتاح الدورة البرلمانية حين دعا القاضين إلى إجراء مشاورات واسعة من أجل إصلاح القضاء، ووضع ميثاق وطني، مشيوق للتغيير العميق والشامل.

ويرى محسن هشام، رئيس هيئة المحامون بلا حدود، أن مشروع إصلاح القضاء، وإنجازته في المغرب، أصبح بعد الإذاعة للكلمة الوطنية، والوقوف به، وبتفاهله، ليس مطلبيا سياسيا فقط، بل ضرورة إنسانية ووطنية، ألق حولها الجميع، سواء المؤسسات الرسمية أو هيئات الحقوقية، ما أنتج توافقا حول ضرورة وضع إصلاح جزري للقضاء، يحولها إلى منظمة مستقلة، تضمن الحقوق والحريات

الاستقلالية والتخليق
والتفعيل واعتماد الصرامة

إجراءات ضرورية لإصلاح القضاء

■ نور الدين عفير

رغم جلالة الملك محمد السادس، في خطابات كثيرة، خارطة طريق شاملة حول إصلاح المنظومة القضائية، انطلاقاً من الأولويات، التي تعزز الإصلاح، وهي ضمانات الاستقلالية، وتحديث المنظومة القانونية، والتأهيل البشري والإداري والمؤسساتي، وترسيخ التخليق، والعمل على التفعيل.

ويرى استاذ للعلوم السياسية ميلود بلقاضي أن من معالم خارطة الطريق الملكية، إعادة النظر في مهام وتشكيل المجلس الأعلى للقضاء ونهج عمله، وفي القانون الأساسي للقضاء، وفي دور الإدارة المركزية ومنهجية عملها، وتخليص المسؤولين القضائيين بالمحاكم من العمليات، التي تنال من استقلاليتهم، وتفعيل التفتيش، والعناية بالتأهيل والتكوين والوضع المادي للقضاة وكتاب الضبط والحرص على الجودة في الأحكام والخدمات، وتسهيل اللجوء إلى القضاء، والقطع مع الفساد، وتشجيع كل ما يساعد على تفعيل الإصلاح المتوخى.

كما يرى بعض رجال القانون أن الإصلاح، الذي نادى به صاحب الجلالة في العديد من الخطابات الملكية، ارتكز على تصور مؤسساتي وشامل، سعياً وراء ضمانات استقلالية القضاء، وتخويل المجلس الأعلى للقضاء الشروط اللازمة، قصد ترفيقته إلى سلطة قائمة الذات، وتحديث الترسية القانونية، وتأهيل الهياكل القضائية والإدارية والبحث عن الفعالية والنجاحة القضائيتين، وترشيد الموارد البشرية، وتخليق منظومة العدالة ومحيطها.

كما يستوجب الإصلاح الشمولي للقضاء بالمغرب، في رأي الكثير من رجال القانون كذلك، مراجعة القانون المنظم لمهنة القضاء والمهنة الحرة المرتبطة به، باعتبار أن هذه الأخيرة في حاجة إلى الرقي لمسايرة مختلف التطورات ولتكون في مستوى عدالة القرن الواحد والعشرين.

وأكد فاعل حقوق، عبد الإله عزمي، محام عن هيئة سطات في تصريح له "المغربية"، أن وزارة العدل تلقت العديد من الآراء والتوصيات، الأمر الذي مكنها من إنجاز أرضية الخطة، التي وضعها صاحب الجلالة الملك محمد السادس، معتبراً، في السياق ذاته، أن الإصلاح القضائي موضوع شائك يتطلب التزام كافة الأطراف المعنية لضمان الاستقلالية. وأضاف المتحدث نفسه أنه من أوليات إصلاح القضاء إدخال تعديلات على المجلس الأعلى للقضاء، باعتباره المشرف الأول على القضاء، إذ يجب على المجلس تتبع عمل القضاة من البداية إلى النهاية.

وأد غير معن لتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة حقوق الإنسان.. المد والجزر



المعتزون يضربون التار في أجسادهم بالرباط

شكل الملف الحقوقي إلى جانب الإفراج الإعلامي وتجربة الخناوب، المفاتيح السحرية لضمان انتقال سلس وآمن للحكم بين المكين الحسن الثاني وخليفته محمد السادس. ورفع رجالات عهد هذا الأخير منذ الوهلة الأولى شعار على صفحة الماضي وجبر الأضرار الغربية والجماعية وتشكلت لذلك لجنة أولى للتعويض، ثم أخرى حملت اسم هيئة الإنصاف والمصالحة، ترأسها الراحل إدريس بيزكري. وأفضى هذا المسلسل إلى معانقة تاريخية بين بعض من ضحايا الماضي وأسرههم والملك محمد السادس في تعبير واضح عن تحاؤن الأم الماضي وطي الصفحة الحقوقية السوداء.

لكن، وبعد سنوات من تقديم هيئة بيزكري لتقريرها النهائي، وإعلانها خزيمة من التوصيات التي يعتبر تنفيذها شرطا لطي صفحة الماضي، بقيت جل تلك التوصيات والمهام خبرا على ورق، أبرزها الإصلاحات السياسية والمؤسسية والدستورية التي أوصت بها الهيئة من أجل منع ارتكاب جرائم الماضي، وتقديم اعتذار رسمي باسم الدولة المغربية للضحايا... تقرير أعدته منظمة «الوسط» من أجل الديمقراطية وحقوق الإنسان، حول تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، وتكشف عن كون تقرير الهيئة أسس لائق استمرار العمل بعد انتهاء مهامها، وأن الخصاص ما زال قائما، خاصة في الأحداث ذات الصلة بالانتهاكات الجسيمة في الصحراء، «فالشخصيات الصحراوية لم يسوا كلهم اعتقلوا في اشتباكات مسلحة»، تقول رئيسة «الوسط»، خديجة مروازي.

فما اعتبر القيادي في حزب العدالة والتنمية، عبد العلي حامي الدين، بمثابة تقديم التقرير التقييمي لتنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة أن لجان الحقيقة التي تشكلت في 30 دولة تقريبا اعتمدت لنفسه العدالة الانتقالية، والمتأثرة بتجارب عرفت الانتقال من نظام سياسي إلى آخر، مما أعطى الانطباع في المغرب بأننا

بمصد
تجسيسة
مماثلة، بينما نحن
إزاء استمرار نفس

* هشام الشرقاوي

من حق المجتمع الآن أن يقاطع الدولة

هذا فضلا عن حدوث انتهاكات أخرى في المناطق الجنوبية وكذا أحداث سيدي إفني...
لكن المسألة التي تثير الانتباه خلال السنوات الـ11 الماضية هي التغيير غير المفهوم لمؤسسات الدولة، حيث ساد خطاب طيلة هذه المدة مفاده عدم جدوى جميع المؤسسات (البرلمان، الحكومة، النقابات، الأحزاب السياسية، الجمعيات، جهاز الأمن والعسكرة...) أو اتهامها بالفشل، مما خلق فراغا وعدم ثقة كبيرة بين المجتمع والدولة، وهذا بدوره تتحمل الجزء الكبير من المسؤولية وهي تحدي الآن ما زرعته من خلال المقاطعة المدنية لمواطني الانتخابات. تتأرجح الدولة ودولة الحق والقانون بني على شرعية المؤسسات وترسيخ قيم المواطنة والكرامة، وليس على دولة الرعايا والولاء، لا لشخص، لأن الأشخاص محكوم عليهم بالزوال ولا دوام إلا للمؤسسات.

وأخيرا اعتقد أن المجتمع قد قام بعدة تنازلات للهيئة لئلا يمانع بان الإصلاح يأتي من الداخل، لكن في ظل العيث الذي أصبحت تسير به العديد من الملفات وكذا عدم الاهتمام والإنصات لبعض المجتمع أصبح من حق هذا الأخير أن يقاطع الدولة على جميع المستويات، لئلا أصبحت فاعلة المشهد السياسي والقانوني بشكل فولكلوري في غياب مؤسسات فاعلة تتجاوب مع مطالب الحركة الحقوقية، وفي الجانب الآخر نجد أن الدولة في المستقبل عن طريق التوسيق السياسي الخارجي لدينامية وحركية المجتمع

* باحث جامعي وخبير دولي
في مكافحة الاغلات من العقاب

بادئ ذي بدء، لإد من الإقرار بحقيقة ذات أهمية من الناحية التاريخية وهي أن تنظيم ممارسة الحكم لمدة 11 سنة يتطلب منا البدء من نقطة البداية التي مارلتنا نخمد سلبيا إلى اليوم، ومازالت تداعياتها تؤثر على جميع المستويات سواء السياسية أو الاقتصادية أو الاجتماعية أو الحقوقية، وأقصد هنا الطريقة السليمة التي تم بها تسليم السلطة بعد وفاة الحسن الثاني دون الحصول على أي ضمانات أو تنازلات من طرف الدولة للهيئة التي تتولى مهامها الدستورية.

هناك نقطة أخرى يجب الحديث عنها في إطار التقييم وهي مسألة عودة الانتهاكات حقوق الإنسان بعد أحداث 16 ماي 2003، وكذا عودة ممارسة التعذيب والاختطاف والاعتقال التعسفي، وقد ورد ذلك في عدة تقارير دولية.

* أمينة بوعياش *

ثلاثة انتظارات حقوقية اليوم بالمغرب

خلال 11 سنة من حكم الملك محمد السادس، لعبت الإرادة الملكية دورا أساسيا في انطلاق مسيرة احترام حقوق الإنسان. وهذه الإرادة تعني أننا دخلنا مرحلة جديدة للبلورة قواعد دولة الحق والقانون والمؤسسات.

نحن في المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، ما زلنا نسجل استمرار هذه الإرادة الملكية، لكن ما ينقص الحقل الحقوقي في المغرب هو توفير اليات قانونية لترجمة هذه الإرادة السياسية إلى إصلاحات تشريعية ومؤسسية، تمكن فعلا من الممارسة الحقوقية اليومية على المستوى العملي والاقتصادي والاجتماعي والثقافي.

فما زال هناك سوء تدبير القضايا الكبرى، سواء المتعلقة بحرية الصحافة أو حرية التعبير أو الحق في الاحتجاج أو القضايا المرتبطة بالإرهاب. السار الإيجابي للمسألة الحقوقية في المغرب وتوسيع الحريات بصفة عامة لم يساويه تناول معاملة من جانب القضاء، سواء في تعامله مع حرية الصحافة والتعبير، أو ماضي انتهاكات حقوق الإنسان، أو ما وقع في خلية بليزج. فالقضاء مازال لم يأخذ بعين الاعتبار التغيير الذي يعرفه المغرب في المجال الحقوقي.

لقد أصبح عدم توفر شروط المحاكمة العادلة هو العائق الأساسي والمؤسسي لتحقيق دولة الحق والقانون. في هذا

السياق، فإن انتظارات الفاعل الحقوقي، التي هي حقوقية بالأساس، تمس أولا إيجاد الوسائل القانونية لفرض احترام حقوق الإنسان من طرف أية سلطة أو مؤسسة دستورية، ثانيا تفعيل الآليات القانونية المناهضة للإفلات من العقاب، وهذا أمر في غاية الأهمية وهو يعطي تجسيدا للإرادة السياسية، فاليات مناهضة الإفلات من العقاب ليست أدوات قضائية وزجرية فقط، وهذا أمر مطلوب فيها، بل هي في جوهرها مسألة ثقافية ترتبط ببناء الثقة لدى المواطن المغربي في مؤسساته.

الانتظار الثالث للفاعل الحقوقي يتمثل في إطلاق الحوار الدستوري وارتباطه بتدعيم حقوق الإنسان والحريات الفردية والجماعية كل الفاعلين السياسيين والحقوقيين يؤمنون بضرورة الإصلاح الدستوري، الملك نفسه صادق على الإصلاح الدستوري حينما صادق على تقرير هيئة الإنصاف والمصالحة الذي كان من بين توصياته القيام بإصلاحات دستورية، ومن ثم تبدو عملية إطلاق الحوار حول الإصلاح الدستوري، سواء من داخل الصلاحيات المخولة للملك دستوريا أو تلك المفتوحة للبرلمان أو من خلال مبادرات سياسية، أمرا في غاية الأهمية لتثبيت المسار الإيجابي لحقوق الإنسان في المغرب.

* رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان *



* خديجة الرياضي *

عودة سنوات الرصاص أمر وارد في كل حين

تميزت الـ 11 سنة من حكم الملك محمد السادس بخطاب كبير حول حقوق الإنسان، وتبعه تقدم ملحوظ في السنوات الأولى، لكن في السنوات الأخيرة بدأنا نلاحظ تراجع كبيرا في حرية الصحافة من منع وتوقيف وتضييق على الصحفيين بالمحاكمات والاعتقالات، كما عرفت هذه السنوات اعتقالات بسبب الرأي أو لأسباب سياسية، كما سجلنا عودة الاختطاف والتعذيب في مخافر الشرطة والدرك وفي السجون.

وفي ظل ذلك، بدأ يتضح أن ليس هناك ضمانات قانونية ودستورية تحول دون العودة إلى الوراء، خصوصا مع التخلي عن أهم الضمانات على المستقبل التي تضمنتها توصيات هيئة المصالحة والإنصاف والتي لم ترو النور، بل بقيت حبرا على ورق ومنها الإصلاحات الدستورية وإصلاح القضاء، إلغاء عقوبة الإعدام ومناهضة الإفلات من العقاب.

مسألة أخرى في غاية الأهمية مرتبطة بتقييم وضعية حقوق الإنسان بناء على المعايير والمواثيق الدولية التي صادقت عليها الدولة المغربية، ما يأخذ على السلطات هو عدم احترام وتنفيذ التزاماتها الدولية مثل مسألة مناهضة التعذيب التي صادق عليها المغرب سنة 1993، ورغم تضمينها في القانون الجنائي لسنة 2004 لا يطلع من مع معتقلي جماعة العدل والإحسان أو مع

طبة مراكش، فالتعذيب ما زال مستمرا، وهذا إخلال واضح بالتزامات المغرب الدولية في مجال حقوق الإنسان.

الصحافة تحاكم وتغلق الجرائد على إثر محاكمات غير قانونية لم تتوفر فيها شروط المحاكمة العادلة، هناك أيضا تعسف في احترام حقوق المرأة التي صادق المغرب على مناهضة التمييز ضدها. هناك أيضا تراجع خطير في الحقوق النقابية، إذ أصبح العمال الذين يدافعون عن حقوقهم عرضة للضغط والمحاكمات والتشريد.

وهذا ما يجعل من القضاء أكبر معضلة في طريق تطور حقوق الإنسان والإفلات من العقاب. ولذا، فإن الضمانات الأساسية لتخطي عتبه حقوق الإنسان وقطع الصلة مع ماضي حقوق الإنسان تتأسس على وضع دستور ديمقراطي، لأن الدستور الحالي عميق وحاجز أمام الديمقراطية وتطور حقوق الإنسان.

هناك مسألة أخرى في غاية الأهمية في درب تطوير ممارسة حقوق الإنسان في بلادنا، وتتعلق باحترام إرادة الشعب المغربي حين تنظيم الانتخابات من أجل تمكين المواطنين من تقرير مصيرهم.

وأخيرا وجود إرادة سياسية لخلق قضاء مستقل والرفع من شأنه في الوثيقة الدستورية، لأنه في غياب ذلك سيكون الإفلات من العقاب متكررا.

* رئيسة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان *

